

LA GENEVE INTERNATIONALE  
DE DEMAIN

PRIORITÉS  
DANS UN MONDE QUI CHANGE

Rapport



LA GENEVE INTERNATIONALE DE DEMAIN  
*PRIORITÉS DANS UN MONDE QUI CHANGE*

*TABLE-RONDE À HAUT NIVEAU  
GENÈVE, 5-6 SEPTEMBRE 2005*

## RAPPORT

« The transition of the next few years will be as significant and world changing as the transition from 1650 to 1950... It will take place over a much shorter time than the last one - perhaps over the course of thirty years instead of three hundred. »

**Peter Schwartz, Inevitable Surprises**



C | A | S | I | N

**The Capacity Building Thing & Do Tank**

**Centre for Applied Studies in  
International Negotiations**

C.P. 1340  
Av. de la Paix 7 bis  
1207 Genève  
Switzerland

T +41 22 730 8660  
F +41 22 730 8690  
E [casinfo@casin.ch](mailto:casinfo@casin.ch)  
W [casin.ch](http://casin.ch)

Ce rapport a été préparé par Jean F. Freymond, Directeur du CASIN, avec la collaboration de Sophie Huber. Il a été soumis aux participants qui ont pris part à la Table-ronde à titre personnel. Ils n'en assument en aucune manière la responsabilité, pas plus que les Autorités du Canton de Genève et le CASIN.

Copyright CASIN © November 2005

# PLAN

- Le Projet
- Introduction
- 2025 : un monde transformé
- Quelle Gouvernance pour un monde qui change ?
- Genève et la Genève internationale : un tout inséparable
- La Genève internationale : un état des lieux
- Genève – sa compétitivité
- Genève et la Genève internationale : un tableau contrasté
- La Genève internationale et ses autorités
- Recommandations
- Conclusions

**Annexes** : Samuel Gardaz. **Genève, pôle mondial de la santé**, Genève, Le Temps, 23 mai 2005.

Liste des participants



## Le projet

Genève est depuis des décennies un des principaux points d'ancrage du système multilatéral international. Cet ancrage constitue une des dimensions majeures de son identité. Il est une des sources essentielles de sa prospérité. Il lui assure un rayonnement exceptionnel. Il lui confère une grande responsabilité. Cette responsabilité est partagée par la Confédération suisse pour qui la présence à Genève d'un ensemble d'organisations internationales est d'une importance majeure.

Cet ancrage n'a rien d'un acquis. La Genève internationale – plus exactement la Genève onusienne - de l'après guerre s'est développée dans un contexte qui depuis a singulièrement changé, à la fin de la Guerre froide tout d'abord, puis après le 11 septembre 2001.

Les conséquences des changements de la situation géopolitique intervenus depuis 1989 avaient été à l'origine du *Rapport sur les priorités de la Genève internationale* du 7 septembre 1995. Ce rapport s'était surtout concentré sur la stratégie et les moyens que les Autorités genevoises et fédérales pouvaient mettre en œuvre dans un contexte de compétition croissante.

Cette compétition n'a pas cessé. Bien plus encore, la mutation du contexte s'est poursuivie et devrait se poursuivre à un rythme accéléré, au point qu'on ne peut que constater – alors que les Nations Unies célèbrent leur 60<sup>ème</sup> anniversaire - que l'ordre multilatéral créé en 1945 répond toujours moins aux exigences d'un monde depuis lors profondément transformé et appelé à se transformer bien davantage. Une réforme et un renforcement très substantiels en sont devenus indispensables, ne serait-ce que pour faire face aux situations créées par les changements intervenus en Iraq et en Afghanistan, induits par la globalisation et l'influence croissante de la société civile, ou encore qui se profilent avec l'émergence de la Chine et de l'Inde comme les grandes puissances de demain.

Toute évolution du système international multilatéral et tout ce qui touche au développement des organisations internationales ne peut qu'affecter Genève et la Suisse. Qui dit réforme et renforcement du système multilatéral, soulève la question de la Genève internationale, de son rôle et de sa place, des défis qu'il lui faut relever et des

stratégies qui pourraient être mises en œuvre. Une réforme et un renforcement dont certes les organisations internationales et les Etats membres sont en tout premier responsables, mais auxquels Genève et la Confédération doivent s'associer et être associées.

C'est de ce constat qu'est née l'idée d'organiser une Table-ronde à haut niveau portant sur la Genève internationale de demain, un projet qui s'inscrit dans le cadre des activités du Centre d'études pratiques de la négociation internationale (CASIN) sur la gouvernance de demain.

Cette Table-ronde a été une des dimensions d'un effort plus large de réflexions sur l'avenir du système multilatéral international, des organisations internationales et de la place de la Genève internationale. Initiative soutenue par la République et Canton de Genève, elle a aussi contribué à marquer le 60ème anniversaire des Nations Unies.

Quoique l'accent des discussions ait été mis sur le futur de la Genève internationale, deux échanges de vues les ont précédés. Le premier a porté sur les transformations qui pourraient caractériser le monde dans les années qui viennent. Le second a permis un tour d'horizon des instruments de gouvernance nécessaires pour gérer cette transformation.

Tous les participants à la Table-ronde y ont pris part à titre personnel. Aucun d'entre eux ne représentait l'institution où, pour l'heure, ils occupent une fonction. De même, aucun des participants à la table ronde n'assume une quelconque responsabilité pour ce rapport préparé avec le souci d'être aussi fidèle que possible aux différentes interventions qui se sont succédé. Chacun, néanmoins, l'a nourri de ses interventions et de ses propos qui, le plus souvent, sont allés dans le même sens, des propos complémentaires aussi de par les expériences dont chacun a témoigné et de par la diversité des regards. Il en est résulté un dialogue très direct allant à l'essentiel, d'une très grande richesse et caractérisé par une grande qualité d'atmosphère.

Au terme de la Table-ronde, les participants ont jugé nécessaire que leurs débats et les conclusions auxquelles ils sont arrivés aient un suivi, entre autres sous forme d'autres échanges de vues réunissant d'autres éventails de participants et sous forme de projets ciblés ayant pour but de contribuer à une mobilisation concrète autour de la Genève internationale.



## Introduction

Le monde, écrivait il y a peu Peter Schwartz, a passé jusqu'ici par deux grandes transformations, de la cueillette à l'agriculture, une transition de deux à trois millénaires, et de l'agriculture à l'industrie, un développement de 200 à 300 ans. Nous sommes, poursuit-il, à la veille de la troisième transformation qui pourrait prendre entre 20 et 30 ans.<sup>1</sup>

Ces propos sont provocateurs. Ils soulignent l'ampleur des défis auxquels nous allons devoir faire face. Ils doivent faire réfléchir avant de nous mener à des décisions qui sont impératives si nous voulons que cette troisième transformation - qui se dessine sous nos yeux et dont nous commençons à voir les effets - ne soit pas subie, mais que nous puissions la gérer, en atténuer les effets déstabilisateurs et privilégier le constructif, porteur de progrès pour l'humanité et synonyme de solutions aux problèmes pressants dans lesquels elle se débat, et se débattrra plus encore. Prétendre gérer cette transformation est une grande ambition que quiconque observe l'histoire dans sa longue durée débouler comme un torrent, jugera relever de la plus grande des utopies.

Gérer le monde, gérer sa transformation, signifie disposer d'instruments de gouvernance adéquats. C'est une constante de l'histoire des sociétés et de la société internationale de s'être toujours donné de tels instruments. Pour ne prendre que l'Europe et le monde occidental en exemple, ce sont de tels instruments, sous la forme de nouveaux ordres internationaux, qui sont sortis des Traités de Westphalie et de Vienne en 1648 et 1815, puis sous la forme de la Société des Nations et de l'Organisation des Nations Unies, des Traités de Versailles et de San Francisco en 1919 et 1945, à chaque fois après une tragédie incroyablement meurtrière.

La fin de la Guerre Froide apparaîtra sans doute aux historiens de demain comme marquant une même césure, la fin d'un de ces grands conflits qui embrasèrent l'Europe et le monde. Non pas la fin de l'histoire comme certains le pensaient, mais le début d'un saut quantique dans une autre histoire dont nous vivons les prémices, un saut dans un autre système, infiniment plus complexe que celui qui a prévalu entre 1945 et 1989, un

---

<sup>1</sup> Peter Schwartz, **Inevitable Surprise**. Thinking Ahead in a Time of Turbulence. New York, Gotham Books, 2003.

ystème qui exige, pour le gérer, des instruments de gouvernance d'une autre nature que ceux qui furent mis en place en 1945. Très brutalement dit, pour le système des Nations Unies, dans la forme où il est né en 1945, il y a soixante ans, le temps de la retraite et de la refonte paraît arrivé. C'est là d'ailleurs les raisons des réformes profondes auxquelles l'institution procède et voudrait procéder, - manifestes au niveau du Secrétariat depuis 1997 - et de cette volonté d' *»aggiornamento* « qui a été au cœur des négociations qui se sont conclues par l'adoption, en septembre 2005, par l'Assemblée Générale des Nations Unies, d'une résolution qui en est le témoignage,<sup>2</sup> quelle que soit finalement la portée somme toute modeste de ce qu'elle contient. Ces réformes sont essentielles et doivent en particulier viser à consolider le multilatéralisme, colonne vertébrale de la gouvernance internationale, et pour se faire s'attacher à améliorer l'efficacité de ses instruments, qu'ils soient politiques, économiques, sociaux ou culturels.

\* \* \*

---

<sup>2</sup> Cf. **2005 World Summit Outcome**.

## 2025 : un monde transformé<sup>3</sup>

### **S'interroger sur demain**

Qui veut savoir quels sont les instruments de gouvernance dont nous avons besoin aujourd'hui pour affronter et gérer le monde de demain, doit au préalable s'interroger sur ce monde qui vient, sur ses transformations possibles et probables.

Le monde est global

Ce monde à venir, comment l'appréhender ? Tout d'abord, en terme de globalité, globalité des problèmes, globalité des risques, globalité des solutions. Cette approche est récente. Elle n'avait pas cours il y a quinze ans.

### **Un regard en arrière – trois caractéristiques**

Ceci dit, comprendre le monde qui se profile commence par un regard en arrière, un regard sur une, deux, trois, plusieurs générations, faisant remonter à la Révolution industrielle. Trois caractéristiques, parmi d'autres, paraissent saillantes.

#### I. Progrès de la science et de la technologie

Ce qui paraît en premier lieu caractériser l'évolution au cours de ces quelques dix générations qui nous séparent de la Révolution industrielle, ce sont les extraordinaires progrès et succès de la science et de la technologie, qui ont nourri un développement économique et social certain, - dont témoigne la croissance du revenu par tête -, avec tous ses aléas et ses imperfections ; progrès et succès qui sont comme une matrice des temps à venir. Au point qu'on peut dire que l'espèce humaine a eu un impact et une influence d'essence géologique sur la planète et les espèces.

Un renversement des rapports de forces de l'Occident vers l'Asie

La Révolution industrielle a conduit l'Europe et l'Occident au stade qui est le leur aujourd'hui. Elle leur a donné une influence et un poids déterminant qui probablement arrivent à leur terme. En terme de rapport de force, il est en train de se produire un renversement de ces rapports, de nature économique en premier, puis politique sans doute, qui ramènerait à la période ayant précédé la Révolution industrielle et devrait voir la prééminence de la Chine s'affirmer à nouveau – avec dans son sillage celle de l'Inde et du Sud-est asiatique, soit en terme de population la moitié de la planète. Les conséquences de ce renversement - et du développement économique qui en est le corollaire - en terme de partage des ressources planétaires, entre autres énergétiques, de recentrage de la production de biens et services, d'impact sur l'emploi et de compétition pour les marchés mondiaux dépasseront sans doute ce qui a été vécu jusqu'ici. Ce déplacement du « pouvoir » devrait aussi avoir des conséquences d'ordre politique, ne serait ce que du fait que les concepts de démocratie et de droits de l'homme ne sont pas pensés de la même manière.

#### II. Explosion démographique

Deuxième caractéristique de cette évolution observée sur plusieurs générations, une explosion démographique sans précédent qui fait

---

<sup>3</sup> Ce qui suit se base en bonne partie sur les remarques introductives d'un des participants.

démographique	passer la population du globe d'un milliard en 1900, à trois milliards en 1950, à six en 2000 et vraisemblablement à neuf en 2050.
III. Plus grande justice sociale	Troisième tendance profonde, quel que soit le chemin qui reste à parcourir et quelle que soit l'impression parfois d'une certaine stagnation, une plus grande justice sociale, une place plus grande accordée aux droits de l'homme et un rôle accru pour la femme.
<b>Deux phénomènes récents</b>	A ces trois forces profondes qui vont poursuivre sur leur élan, il faut ajouter deux phénomènes plus récents, deux changements en cours, importants sans nul doute, mais dont la signification et les conséquences n'apparaissent pas clairement.
I. Développement génétique	Un développement en matière de génétique qui permet toute sorte de manipulation, ainsi de jouer avec l'espèce humaine, d'imaginer un homme parfait ou encore de modifier le rapport numérique entre femmes et hommes.
II. Quête métaphysique	Autre phénomène, qui n'a rien de nouveau et qui refait surface à certains moments critiques de l'histoire, une grande interrogation sur la nature humaine, une quête métaphysique dont on doit s'attendre qu'elle exerce une influence sur la formation de l'opinion.
Le futur tend à naître de la rencontre entre permanence et ce qui est susceptible de changements	Ce regard en arrière, dans la longue durée, se concentrant sur ce qui semble lourd de conséquences pour l'immédiat, constitue une étape préalable à toute réflexion sur le futur. Un futur qui, tout naturellement, tend à naître de la rencontre entre ce qui demeure et tend à une certaine permanence - ou plutôt ne s'infléchit que dans la longue durée - d'un côté et ce qui est susceptible de changements de l'autre, entre autres sous le fait du hasard.
<b>Une manière d'appréhender le futur, le scénario</b>	Autre manière d'appréhender le futur, le regarder en face, en imaginer les cheminements possibles, se représenter des situations à des échéances déterminées, ceci entre autres sous forme de scénarios qui ne sont en aucune mesure des outils de prédiction, mais des instruments permettant de poser des questions d'ordre stratégique, de mettre au défi ses propres modèles et manière de penser. Les scénarios sont aujourd'hui légions. La grande majorité s'interroge depuis quinze ans sur le jeu des forces techno-économiques.
	Trois jeux de scénarios peuvent être évoqués à titre d'exemples.
<b>Les Scénarios du NIC</b>	Les scénarios élaborés par le National Intelligence Council (NIC) tout d'abord, qui s'interrogent sur les conséquences de la globalisation, le poids des Etats-Unis ou encore les défis en matière de sécurité.
I. Une globalisation dominée par l'Asie : Davos en Asie	Premier de ces scénarios - DAVOS - traite d'une globalisation dominée par le poids de la Chine et de l'Inde où la référence à Davos, vaut surtout parce que la réunion de Davos se tient alternativement en Asie et en Suisse.

## Asie

- II. Une prééminence persistante des Etats Unis
- Le second scénario – PAX AMERICANA – imagine un monde qui reste marqué par la prééminence des Etats-Unis, l’influence persistante du rêve américain, mais dans un environnement toujours plus complexe caractérisé par la montée en puissance de l’Asie.
- III. Un fossé entre cultures et religions
- Le troisième scénario – NEW CALIPHAT – a pour prémisse la proclamation d’un nouveau califat, hypothèse basée sur le fait que le fossé entre cultures, civilisations et religions, particulièrement entre l’Islam et la chrétienté devient toujours plus profond et peut conduire les radicalismes religieux à peser d’un poids toujours plus grand.
- IV. La peur au ventre
- Le dernier des scénarios du NIC – CYCLE OF FEAR – part du postulat d’une prolifération des armes de destruction massive, de l’extrême peur qui en résulte, fondée sur un sentiment d’insécurité croissante, conduisant à une escalade de mesures, le tout sur un fond de conflits interreligieux.

Quatre scénarios à l’horizon 2020 qui ne prétendent à rien d’autre que de faire réfléchir.

**Les scénarios**

**Shell** : efficacité, sécurité, cohésion sociale

Autre jeu de scénarios, ceux élaborés dernièrement par Shell, qui en utilise l’outil depuis des décennies, et dont on ne retiendra que les trois forces qui devraient influencer de manière décisive sur ce que le monde sera : l’efficacité qui naît du jeu des marchés, la sécurité et la cohésion sociale.

**Les scénarios du Global Business Network (GBN)**, entre la persistance des valeurs américaines et la multipolarité

Le Troisième jeu de scénarios enfin est en cours d’élaboration dans le cadre des travaux du Global Business Network (GBN). Le premier – NEW AMERICAN CENTURY – s’interroge sur le rôle des Etats-Unis et met l’accent sur les « valeurs » américaines, alors que le second – PATCHWORK POWER – part du concept de multipolarité et repose sur l’idée du renforcement des institutions internationales. Ces deux scénarios soulèvent ensemble la question de savoir si des institutions nationales et traditionnelles sont en mesure de résoudre des problèmes globaux et d’une très grande complexité.

Vers une nouvelle gouvernance

La piste qu’explore PATCHWORK POWER constitue, à cet égard, une des réponses possibles à cette question, une réponse qui suggère un ensemble d’institutions et de mécanismes très divers, partenariats public-privés, réseaux de toutes sortes, groupes de toutes natures, à géométrie variable, institutions à caractère local, villes et régions, actifs tout autant que des Etats, citoyens engagés, participant tous à la recherche de solutions particulières à des problèmes particuliers. Vu de l’extérieur, cette « nouvelle gouvernance », peut donner l’impression d’une grande incohérence. Elle rappelle ce monde évoqué par Harlan Cleveland, *where no one is in charge* ou plutôt un monde *where everybody is in charge*.

**Les grands défis, les peurs et les**

Autre manière d’appréhender le futur, se poser la question des grands défis, des risques que nous appréhendons, en d’autres

**risques**

termes des peurs que nous pouvons avoir. Plusieurs inventaires de tels risques globaux sont possibles, qui sont débattus régulièrement dans plusieurs enceintes.

Une vingtaine de ces défis sont en général identifiés qui peuvent être regroupés en quatre grandes dimensions, économique, sociétale, environnementale et géopolitique.<sup>4</sup>

Au nombre des risques économiques, à titre d'exemples, ceux posés par le prix du pétrole et l'offre en matière d'énergie, les déséquilibres économiques des Etats-Unis, la croissance de la Chine, la fragilité du système financier mondial, et une crise fiscale qui se profile à l'horizon.

Au nombre des risques de société, la croissance et l'emploi, les changements démographiques et les grandes migrations, les pandémies, tout à la fois l'excès et l'insuffisance de règles, les développements en science et technologie ou encore la question de la réputation des entreprises à caractère global.

Risques relevant du géopolitique, le terrorisme et la prolifération d'armes de destruction massive.

Risques enfin qui touchent à l'environnement, le changement climatique, l'alimentation en eau, et tout ce qu'il peut y avoir de concomitant, déforestation ou une diversité biologique se rétrécissant comme peau de chagrin.

Quels défis sont prioritaires ?

Ces quelques vingt risques ou défis identifiés, se pose la question de leur importance respective, de la priorité à leur donner. Un exercice auquel se sont livrés 700 des participants au Forum de Davos en 2005, donne quelques indications à cet égard. Six défis majeurs ont été identifiés pour les années qui viennent, la pauvreté, la nécessité de donner à la globalisation une dimension équitable, le changement climatique, l'éducation, le Moyen Orient et la gouvernance mondiale. Ce n'est là qu'une esquisse de priorités possibles. Il en est d'autres.

**Une grande incertitude – un monde moins prévisible**

La multiplicité des efforts qui visent à travers des outils divers à essayer de comprendre la nature et le sens des transformations que connaît le monde - et ce que pourrait être le monde dans dix ou vingt ans - est à bien des égards corollaire de la conscience que nous avons : une compréhension limitée de beaucoup des problèmes qui se posent. La complexité du monde et des choses a passé et passe par une succession de sauts quantiques, toujours plus rapides. Le plus souvent nous ne disposons pas des outils pour

---

<sup>4</sup> Une autre approche des risques est celle de l'*International Risk Governance Council* qui énumère treize problèmes posant des risques : les infrastructures à risque, la sécurité de l'alimentation, les manipulations génétiques, la biodiversité, le changement climatique, la gouvernance des grandes organisations, les maladies infectieuses, la mauvaise utilisation de matériaux, le nucléaire, le transport, l'intelligence artificielle et les robots, la gestion des produits chimiques et la nanotechnologie. Voir aussi la liste dressée par J.F. Rischard dans son ouvrage **High Noon**.

comprendre cette complexité croissante. Un changement de paradigme est devenu nécessaire. Il n'est pas de réponse à toute une série de questions qui vont du sens à donner au rejet en France, aux Pays-Bas ou ailleurs de la Constitution européenne à celle de l'identité de cette Europe aux frontières encore indéfinies. Pas plus qu'il n'y a de réponse aux questions que posent l'intégration de la Chine dans l'économie mondiale, la compétitivité de cette même Chine, hier dans le textile, aujourd'hui déjà dans le domaine de l'automobile. Emploi, création d'emploi, compétition pour l'emploi, niveau d'emploi et rémunération. Ce sont autant de questions sans réponses. De même que s'il y a consensus sur le fait qu'en matière d'environnement, on se trouve à un tournant, les réponses sont maigres quand il s'agit de cerner les défis et la manière d'y répondre.

### **Une opinion déboussolée**

Face à une telle incertitude, la réaction de l'opinion peut se comprendre, réaction de peur, réaction qui vise à élever des barrières, à se protéger, ressentiment à l'égard de ceux qui profitent, absence de patience devant le *vélléitarisme* du monde politique, l'absence de prise de décision, l'incapacité d'agir, crise de confiance, attrait du populisme, des fondamentalismes et des nationalismes de tous genres.

En conclusion, une question se pose : qui pour l'heure est en mesure de proposer des éléments de compréhension de la période que nous vivons, et tout autant de celle qui vient ? Qui aussi est en mesure de trouver des réponses aux défis, d'identifier des chances et de les saisir ? C'est là un des plus grandes tâches qui nous attend.

## **Quelle gouvernance pour un monde qui change ? <sup>5</sup>**

### **Des structures de gouvernance inadéquates**

L'inadéquation entre un monde en transformation et les structures de gouvernance est patent depuis plusieurs années et a donné lieu à de nombreuses réflexions et rapports sur quel système de gouvernance permettrait de faire face aux défis de notre temps, un système d'ailleurs qui fragmentairement est en train de se mettre en place.

L'ampleur des défis et leur diversité... des délais très brefs pour les affronter

Les défis à relever sont d'une extraordinaire ampleur, complexes et d'une grande diversité. Ils ne sont pas de ceux qu'on peut laisser traîner. Certains, si ce n'est la plupart doivent être empoignés immédiatement. Selon les perspectives par rapport auxquelles on se situe, - entre autres géographiques et de degrés de développement - certains de ces défis n'ont cependant pas la même importance, ni les mêmes priorités. La Chine, par exemple, ne constitue pas un vrai défi pour le monde africain ou un défi d'une autre nature, car les besoins de la Chine en matières premières replacent l'Afrique au premier plan en tant que source de

<sup>5</sup> Ce qui suit se base en bonne partie sur les remarques introductives d'un des participants.

matières premières, avec pour corollaire qu'elle est plus que jamais un enjeu.

Les défis globaux	Il n'en reste pas moins qu'un ensemble de ces défis sont d'essence globale, le changement climatique, les fractures de toutes sortes, disparité de revenus, pauvreté extrême, l'enjeu que représente partout la création d'emplois décents, le développement équitable, la fracture numérique, et tous ces fossés qui menacent le développement durable, la paix, la sécurité et la stabilité, ne seraient que parce qu'elles alimentent le mécontentement, la désespérance et leurs extrêmes, les fondamentalismes. Certains de ces défis touchent aussi à des problèmes d'ordre existentiel et métaphysique et, par là, identitaire.
Comment traiter des défis ?	Comment relever ces défis ? Comment affronter les problèmes qui se posent ? Un de ces problèmes a été résolu, celui de la couche d'ozone traité de manière efficace dans le Protocole de Montréal. Mais il n'est rien d'équivalent pour tout un ensemble de problèmes, ceux qu'il faut considérer comme les plus brûlants. <sup>6</sup> Les outils qui existent, traités et conventions sont le résultat de processus lents et

---

#### <sup>6</sup> **Sharing Our Planet: Issues Involving the Global Commons**

1. Global warming
1. Biodiversity and Ecosystem Losses
1. Fisheries Depletion
1. Deforestation
1. Water Deficits
1. Maritime Safety and Pollution

#### **Sharing Our Humanity: Issues Requiring a Global Commitment**

1. Massive Step-Up in the Fight Against poverty
1. Peacekeeping, Conflict Prevention, and Combating Terrorism
1. Education for All
1. Global Infectious Diseases
1. The Digital Divide
1. Natural Disaster Prevention and Mitigation

#### **Sharing Our Rule Book: Issues Needing a Global Regulatory Approach**

1. Reinventing Taxation
1. Biotechnology Rules
1. Global Financial Architecture
1. Illegal Drugs
1. Trade, Investment and Competition Rules
1. Intellectual Property Rights
1. E-Commerce Rules
1. International Labor and Migration Rules

J.F. Rischard, **High Noon**. 20 Global Problems. 20 Years to Solve them. New York, Basic Books, 2002.



très complexes, bureaucratiques souvent. Les mécanismes et conférences intergouvernementaux sont souvent déconnectés des opinions. La négociation et le processus de formulation de normes et règles se doivent ainsi d'être repensés.

Un gouvernement mondial ?

Quels pistes suivre ? Peut-on imaginer mettre sur pied un système gouvernemental très renforcé, une sorte de gouvernement mondial ? Cette piste ne paraît avoir guère de chance.

### **A la recherche de nouvelles formes de gouvernance**

Beaucoup des réflexions en cours ne proposent pas de nouvelles institutions, mais davantage de nouveaux processus de décisions et de mise en œuvre des décisions, fondés sur l'imbrication de réseaux d'acteurs, de synergies, de communautés d'expertises.

Plusieurs suggestions retiennent l'attention. Quelques-unes sont déjà mises en œuvre.

I. Des groupes d'Etats à géométrie variable (G20)

La constitution de groupes intergouvernementaux – voire mixtes, c'est à dire comprenant des acteurs non-étatiques -, à géométrie variable, qui n'ont pas un caractère permanent, qui sont constitués en fonction des problèmes qui doivent être résolus et qui réunissent les principaux pays concernés.

II. Une nouvelle diplomatie

Deuxième piste, celle d'une diplomatie d'un type nouveau qui se pratique déjà, dans le cadre de laquelle les ministères techniques sont appelés à jouer plus directement un rôle « diplomatique », et disposent à cet effet d'un budget couvrant non seulement la dimension nationale, mais aussi la dimension globale des problèmes dont ils ont la responsabilité. Une telle diplomatie transforme le fonctionnaire et l'expert en un quasi-diplomate. Elle est le fait d'équipes multidisciplinaires et interministérielles. Cette nouvelle diplomatie se caractérise aussi par une participation toujours plus grande, directe et indirecte, du secteur privé et de la société civile dans les processus internationaux de décisions.

III. Les réseaux mis en place autour de problèmes globaux

Troisième piste enfin, qui se caractérise par la constitution de réseaux autour de problématiques globales bien définies, réseaux tripartites, réunissant les secteurs publics et privés et la société civile, experts et *stakeholders*. Ces réseaux ont un caractère permanent.

### **La nature des réseaux**

A l'origine d'un réseau, un *convener*, organisation internationale, grand acteur du secteur privé ou organisation non-gouvernementale qui en prend ou prendrait l'initiative, seul ou à plusieurs, rassemblant d'autres acteurs du secteur public (gouvernements et organisations intergouvernementales), du monde de l'entreprise et de la société civile.

Une fonction de producteur de normes

Un réseau, entre autres, a fonction de produire des normes sur le problème sur lequel il se concentre, mais il ne se substitue pas aux Etats. Il commence souvent par travailler en amont, au stade premier de la réflexion, alors qu'il s'agit de trouver de nouvelles idées, de cristalliser des pratiques, d'en identifier les meilleures et éventuellement de les codifier. Il n'a pas une fonction législative. Il

	se borne à penser et à produire des normes, entre autres à travers des mécanismes consultatifs utilisant la communication électronique (electronic town meeting and polling) permettant de déterminer dans quel sens vont les consensus.
La fonction de suivi du réseau	Produire un ensemble de règles devrait être l'affaire de peu d'années. Ensuite la responsabilité du réseau se transforme. Il en suit la transformation en lois et autres textes légaux ayant force juridique. Il en suit la mise en œuvre et rend cette mise en œuvre transparente, en mettant en évidence en particulier les meilleures des pratiques.
Des tendances à suivre	A ces trois pistes pour une meilleure gouvernance, qui toutes trois témoignent de tendances qui pourraient devenir déterminantes, on peut en ajouter d'autres que l'observation de ce qui est en train de se passer suggère.
La multiplication de réseaux <i>ad hoc</i>	Ainsi, l'émergence de toute une série de réseaux <i>ad hoc</i> , des plus informels, très peu visibles, mais à très haut niveau, qui se forment rapidement autour d'une problématique naissante, mais n'ont rien de permanent, ni souvent ne sont « domiciliés ». A l'origine de leur création, souvent une ou des personnalités de poids qui les lancent et les animent. Certains de ces réseaux <i>ad hoc</i> peuvent peser d'un grand poids.
Centrées sur les acteurs	Quelles conclusions tirer de ces observations? Le fait tout d'abord que toujours plus la gouvernance de demain est centrée sur un éventail d'acteurs, et non plus les seuls acteurs gouvernementaux, mais des acteurs appartenant au monde des affaires et à la société civile qui, ensemble, vont empoigner des problèmes de société très concrets pour s'attacher ensemble à les résoudre. Des acteurs non étatiques, mais aussi des acteurs étatiques, tels les villes et les régions.
Centrées sur les problèmes	Autre conclusion, une concentration très pratique sur les problèmes globaux au sens étroit. Il faut relever à cet égard que, dans le passé déjà, les grands succès du système des Nations Unies l'ont été quand le système s'est attaqué à des problèmes très bien délimités qui ont fait l'objet d'un plan soigneusement mis en œuvre. Un exemple, l'éradication de la variole.
<b>Un nouveau système hybride</b>	Que pourrait être le système de gouvernance de demain? Un système procédant tout à la fois de ces trois pistes et d'autres encore, qui viendrait se superposer ou se fondre dans le système existant, lui-même profondément réformé, et non pas le remplacer. Il faut avoir conscience que ce qui est en train de changer, c'est le concept d'international qui prend une toute autre dimension et ne peut plus se définir par référence à des institutions, à des gouvernements, à des conférences ou des négociations.
<b>La nécessité que le système soit légitime</b>	Quel que soit le système de gouvernance qui émergera, une des exigences premières qu'il devra respecter est celle de sa légitimité, condition essentielle de son acceptabilité, entre autres par les

**légitime**

Etats.

## Genève et la Genève internationale : un tout inséparable

La Genève internationale, pierre angulaire d'un tout

La Genève internationale ne peut être définie de manière étroite, se limitant aux organisations du système des Nations Unies et à ce qui gravite autour, missions diplomatiques, organisations non gouvernementales internationales et tous ceux qui en vivent. Elle est un des pans d'un tout dont d'autres pans ont également un caractère international marqué et avec lesquels il y a une grande interdépendance. En d'autres termes, la Genève des organisations internationales est une des pierres angulaires de ce qu'on appelle Genève, tout comme le sont la Genève économique et financière, très fortement tournée vers l'extérieur, ou l'extraordinaire mosaïque de populations venues de tous les horizons. Une pierre angulaire de poids puisqu'elle représente plus de 20% du PNB et qui, si elle était ôtée plongerait Genève et sa région dans une crise profonde. Que la Genève internationale connaisse des difficultés et se réduise comme peau de chagrin, viderait Genève d'une partie de sa substance, rendrait illusoire le maintien en l'état de certaines infrastructures, - ainsi l'aéroport - contribuant ainsi à l'affaiblissement d'autres secteurs qui pourraient être amenés à disparaître ou à s'en aller, avec toutes les conséquences économiques et sociales qu'on peut imaginer. L'exemple des années qui suivirent la fin de la seconde guerre mondiale, alors que les organisations internationales ne s'étaient pas encore réinstallées à Genève est là pour le rappeler. La Genève internationale n'est pas une « excroissance ». Elle fait partie d'un tout qui, pour des raisons existentielles, doit être pensé et développé comme un tout.

La Genève internationale, une dimension lémanique

La Genève internationale, par ailleurs ne se limite pas aux seules frontières de la Ville et du Canton. Elle déborde sur une bonne partie de la région lémanique, le Canton de Vaud pour le moins jusqu'à Montreux, et la France voisine.<sup>7</sup> Les grands défis et problèmes de la Genève internationale doivent être envisagés dans le cadre de cet espace géographique dans lequel il s'agit aussi de trouver et de mettre en œuvre leurs solutions, car tout ce qui touche à la Genève internationale l'affecte.

Certains pensent que cette définition de la région pourrait être élargie à plus que Genève, son arrière pays et la région lémanique, mais à la région Rhône-Alpes et au Piémont.

---

<sup>7</sup> Cf. **Entre France et Suisse, la naissance d'une agglomération transfrontalière**. Le Monde, 9 septembre 2005 ; et **Et si Genève était appelée à devenir le centre d'une métropole française ?** Le Temps, 10 septembre 2005.

## La Genève internationale : un état des lieux

La pérennité de la Genève internationale traditionnelle et l'importance des conditions cadre

Genève, par le passé, était tout naturellement et par excellence, la ville des organisations internationales, la ville à laquelle on pensait lorsqu'il s'agissait de trouver une ville d'accueil. Ce n'est plus automatiquement le cas, pour le moins depuis une quinzaine d'années, si ce n'est davantage.

Le fait qu'un éventail d'organisations de toute nature y soit installé reste un atout. Mais dans un monde qui se transforme, un monde dont le centre de gravité se déplace vers l'Asie, il se pourrait que certaines de ces activités migrent dans cette direction. A cet égard, la qualité des conditions-cadre d'accueil très concrètes, qui pour l'heure jouent encore en partie en faveur de Genève, pèseront d'un très grand poids. Ces conditions-cadres sont matérielles d'une part et vont des conditions de logement au coût de la main d'œuvre, en passant par la sécurité, y compris la sécurité de la Genève internationale, l'éducation, la santé, les transports, la circulation, la culture et la capacité d'organiser de grandes conférences encore insuffisantes, entre autres en matière hôtelière. Elles sont immatérielles aussi, et touchent tout particulièrement à tout ce qui a trait à la qualité de l'accueil personnel, à l'intégration et la mise en valeur de l'extraordinaire diversité culturelle.

Une Genève internationale en transformation

Ce qui frappe cependant et retient l'attention n'est pas tant la Genève des organisations internationales et tout ce qui, d'assez classique, gravite autour, mais le fait que cette Genève internationale est en train de se transformer, de devenir une sorte de laboratoire où s'expérimentent et se pratiquent les nouvelles approches techniques de la gouvernance mondiale, le lieu où émergent ces nouvelles institutions, réseaux et modes de faire, dont on peut penser qu'ils constituent une des ossatures de la gouvernance de demain, une gouvernance à laquelle sont associés les gouvernements, la société civile et le secteur privé.

L'exemple de la santé

Ce qui se passe dans le domaine de la santé est, à cet égard, illustratif. Genève est en train d'en devenir un des pôles centraux, non pas du fait de la présence de l'Organisation Mondiale de la Santé (OMS), mais du fait qu'autour de l'OMS se sont créés tout un ensemble d'institutions nouvelles, fonds, coalitions, réseaux qui s'attaquent à ces problèmes concrets que sont la malaria, la tuberculose, le sida ou encore la recherche ou la production de vaccins, pour ne donner que quelques exemples. Ces institutions nouvelles sont le plus souvent tripartites. Elles se concentrent sur des problématiques très concrètes auxquelles elles s'attaquent à travers des principes et des règles nouveaux, mais tout autant à travers des politiques qui correspondent à la réalité et aux enjeux, politiques qu'elles ont les moyens de mettre en œuvre, à travers des engagements ciblés, mais souvent massifs sur le terrain. Ces moyens sont entre autres d'ordre financiers. Ils sont d'importance et, à l'origine, ont été souvent mis à disposition par le secteur privé.

Plus encore, c'est souvent le secteur privé et en particulier de grands entrepreneurs qui au départ donnent les impulsions nécessaires à la création de ces institutions et de ces réseaux.<sup>8</sup>

Une tendance qui se généralise

Ce qui se passe dans le secteur de la santé est exemplaire et a plusieurs longueurs d'avance, mais n'est pas particulier à ce secteur. Autour de certaines des autres problématiques globales dont Genève est le centre, on peut parler de tendances similaires, dans le domaine de l'humanitaire sans aucun doute, mais aussi de l'environnement ou de la société de l'information. Le cas de la microfinance dont Genève est un des centres doit aussi être relevé. Sa transformation récente a entre autres pour point de départ des travaux à la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (CNUCED) repris et mis en pratique par des entrepreneurs financiers basés à Genève.

Une nouvelle manière de traiter des problématiques globales

En résumé, Genève devient plus que jamais un lieu où beaucoup des grandes problématiques d'aujourd'hui et de demain se traitent de manière très concrète, non seulement par la négociation, l'élaboration de normes, de règles et de politiques, mais aussi à travers l'action sur le terrain. Certaines de ces problématiques ont été abordées à Genève depuis fort longtemps, l'humanitaire et les droits de l'homme, le social et l'emploi, la santé, les télécommunications, le climat ou le commerce. Elles viennent à l'esprit tout naturellement quand on parle de Genève. D'autres ont une grande importance elles aussi, mais ne sont pas d'emblée associées à Genève : le désarmement, la paix et la sécurité, par exemple où en matière de petites armes, Genève joue un rôle important. Un autre secteur qui pourrait prendre beaucoup de poids est celle de la finance, susceptible de devenir un objet important de négociation à l'Organisation mondiale du commerce (OMC) et dont le développement par ailleurs est très lié aux télécommunications et aux technologies de l'information.

Genève, ville de la globalité des problèmes

Dans ces perspectives, Genève apparaît comme une ville globale où la globalité des problèmes peut se traiter, avec pour atouts que, très souvent et toujours plus, ces problèmes ne peuvent être résolus que conjointement. Elle est aussi toujours plus le lieu où comme nul part au monde des problématiques très diverses et toujours plus complexes sont traitées, qui doivent l'être toujours plus comme un tout, de manière systémique, interactive et interdisciplinaire.

Pourquoi cette évolution ?  
Pourquoi Genève ?

Une des forces de Genève, c'est qu'elle est lieu de contacts, lieu d'échanges, au cœur de réseaux et de partenariats qui sont plus que jamais les instruments de la gouvernance de demain. Une autre est qu'elle est plus que d'autres villes orientée vers le terrain et l'action. Elle en a l'image que lui confère l'humanitaire. Genève

<sup>8</sup> Cf. Samuel Gardaz. **Genève, pôle mondial de la santé**, Genève, Le Temps, 23 mai 2005.

projette aussi l'image d'une ville de réflexion, non pas seulement où se négocient les règles, mais aussi où elles s'élaborent dans le cadre de processus en amont, où la société civile de même que le secteur privé peuvent avoir leur mot à dire. Genève, enfin, est une ville moins « occidentale » que d'autres, avec laquelle les pays du sud se sentent un certain attrait, quoique il ne faille pas minimiser le pouvoir d'attraction d'autres villes, dont en particulier New York. A cet égard la neutralité de la Suisse reste un atout

Une tendance à ces débuts

Cette transformation dont la Genève internationale est le théâtre en est à ses débuts. Quoiqu'elle soit une réalité, il ne faut pas en exagérer l'importance, pas plus qu'en minimiser les difficultés. Ces nouvelles institutions et ses nouvelles manières de faire obligent à des changements de mentalités et d'attitudes. Les relations entre problèmes ne sont pas toujours évidentes. Penser en terme de systèmes ne va pas de soi. Les institutions internationales ne travaillent pas facilement de concert et en réseau ou encore avec des acteurs non-étatiques. Il se pose toute une série de questions de cohérence, et aussi de légitimité, de participation, de transparence et d' »accountability ».

La prudence des gouvernements

Cette nouvelle approche est aussi une approche par rapport à laquelle beaucoup de gouvernements se sentent en porte-à-faux et mal à l'aise, quand encore ils ne la rejettent pas. Car il est vrai qu'elle les dépossède en partie de leurs pouvoirs et de leur souveraineté. Cette approche est aussi moins diplomatique, la société civile prenant moins de gants quand il s'agit d'appeler un chat un chat.

**Genève,  
laboratoire de la  
transformation du  
multilatéralisme**

En conclusion, Genève a un rôle important à jouer dans le processus de transformation de la gouvernance internationale. Elle est susceptible d'en devenir un pivot essentiel, d'en être le laboratoire.

Genève devrait continuer d'être – et devenir peut-être davantage – un lieu de dialogue, de convergences et de construction du multilatéralisme, réunissant plus qu'à New York – et dans une autre atmosphère – les acteurs les plus divers et toujours plus les acteurs non-étatiques. Ceci pour autant que les conditions-cadres d'accueil soient réunies

La nature et le mandat de beaucoup des organisations qui ont leur siège à Genève fait que c'est tout naturellement en cette ville que le système international devrait s'atteler à la recherche d'une dimension plus équitable de la globalisation.

## **Genève – sa compétitivité**

La compétition, un fait

La question de la Genève internationale est parfois vue sous l'angle de sa compétitivité. Genève est en compétition avec d'autres villes, New York d'un côté, quelques villes européennes, Vienne, La Haye

ou Bonn de l'autre ou encore des villes de pays du Sud. Cette compétition ne doit être ni minimisée, ni exagérée, mais prise en compte très objectivement, faire l'objet d'une analyse des forces et faiblesses, des risques et des chances à saisir. Elle se doit aussi d'être relativisée en pensant complémentarité davantage que compétitivité.

Une compétitivité qui est saine

Cette compétitivité, sur le fond, est saine quoique prenant parfois des formes ambiguës et critiquables. Elle est un des aiguillons qui peut inciter à ce que Genève ne tombe pas dans le passéisme et le conservatisme, sources de stagnation dont le risque a été relevé.

Genève vs New York

Ces dernières années, c'est souvent la rivalité avec New York qui a été mise en évidence. Certains signes ont pu et peuvent donner l'impression que Genève, face à New York, est en perte de vitesse. Signe le plus net, le fait qu'il n'est plus aussi acquis qu'auparavant que l'ECOSOC – quelle que soit son importance aujourd'hui – se réunisse à Genève, ou encore le débat sur le siège du Conseil des Droits de l'homme qui devrait se conclure en faveur de Genève.

Penser Genève en terme de compétitivité avec New York est une erreur. Genève ne sera jamais compétitive. C'est à New York que siège le Conseil de Sécurité et l'Assemblée Générale, c'est à New York que se trouve le Secrétaire Général. New York est donc naturellement l'endroit où se prennent les décisions politiques et les décisions les plus emblématiques. New York est, par essence, le siège politique, Genève davantage le siège du technique, du normatif et de l'opérationnel. Dans cette perspective, selon la manière dont on définit « importante », c'est à New York que se passent les choses « importantes », le visible de l'iceberg. Ce qui incite certains à vouloir s'en rapprocher ou s'y installer. Ceci dit, Genève n'a pas à craindre la comparaison avec New York. La nature et la fonction de ces deux villes sont distinctes et complémentaires. Genève peut être définie schématiquement comme la capitale du temps long, et New York, celle du temps court. New York aurait tendance à fonctionner comme par le passé, à l'ancienne, et Genève serait plus orientée vers le futur, en aurait en tout cas le potentiel. D'où selon certains, à New York, une plus grande exigence de réformes ; des réformes qui s'avèrent nécessaires à Genève aussi, où l'Office des Nations Unies à Genève (ONUG) souffre d'un déficit d'image.

La compétition européenne

La compétition avec les villes européennes, telles Vienne, La Haye ou Bonn n'a plus l'acuité qu'elle a pu avoir. Un dialogue s'est établi. En principe, le temps n'est plus où on « se prenait » des institutions. Si compétition il y a, c'est pour les institutions nouvelles. Il n'en reste pas moins que compétition il y a. Vienne est en train d'investir dans des infrastructures lui permettant d'accueillir l'Assemblée Générale des Nations Unies. Quant à La Haye, elle s'est solidement profilée comme la capitale des cours de

justice et du droit international.

Genève, « ville du sud »

Les organisations internationales ont actuellement, pour la plupart, leur siège dans les pays du Nord. Il n'est guère de compétition avec les pays du Sud. Le seul exemple de Nairobi en montre les difficultés. Il n'en reste pas moins que des voix s'élèvent du Sud qui expriment une grande lassitude de voir les décisions qui les concernent venir des pays du Nord. Il n'en reste pas moins aussi qu'une concurrence avec certaines villes du sud existe, comme en témoigne le déplacement de TELECOM. Toujours plus des villes comme Hong Kong, Bangkok, Singapour ou Dubaï vont se profiler comme de très sérieuses rivales alliant un dynamisme économique et financier avec une volonté de se profiler comme ville internationale. Genève possède cependant un avantage. Elle est moins perçue ville du Nord que ne le sont New York ou Londres. Elle bénéficie de ce capital « Croix Rouge », d'une ville attachée à s'attaquer aux problèmes et aux souffrances de l'humanité. Un capital qu'il lui faut faire fructifier en se profilant toujours plus comme la ville où les problèmes du monde sont débattus, particulièrement les problèmes des défavorisés d'aujourd'hui et de demain, où leurs solutions sont identifiées, puis négociées et d'où partent des impulsions permettant la mise en place de ces solutions.

## **Genève et la Genève internationale : un tableau contrasté**

Genève, ville en crise ?

La Genève internationale est donc partie d'un tout, Genève, Canton et Ville sur lesquels le jugement porté est aujourd'hui sévère. Les exemples abondent qui illustrent certaines paralysies et crises dont Genève souffre, une crise du logement aiguë qui se traduit par des loyers souvent pharaoniques, la difficulté de mettre en place un pôle académique en relations internationales, le stade de la Praille, éléphant blanc s'il en est, pour ne citer que trois exemples et se cantonner hors du politique. Autre défi qui doit être empoigné, l'emploi et le développement économique de Genève toute entière, dont l'essor et la prospérité sont indispensables à la Genève internationale. Sans qu'on puisse parler d'une crise de la même ampleur que celles qui ont frappé il y a quelques années New York ou Londres, il n'en reste pas moins qu'aux yeux de beaucoup, la situation est alarmante. Une Genève internationale peut-elle se développer ou ne serait-ce que subsister dans un environnement lourd de problèmes ? New York et Londres se sont réinventées. Genève le devrait.

## **La Genève internationale et ses autorités**

Une approche prudente de préservation des acquis

Dans la perspective de la Suisse, de ses autorités, des autorités du Canton de Genève et de la Ville, la Genève internationale a certes de l'importance et l'appui qu'elles lui accordent est très loin d'être négligeable. Il n'en reste pas moins que l'attitude des unes et des



---

acquis	autres est souvent empreinte de frilosité, parfois d'ambiguïté. Quand il s'agit de penser le développement de la Genève internationale, Berne, a-t-il été dit, est fréquemment le partenaire le plus difficile à convaincre. En fait, les autorités, à quelque niveau qu'elles soient, sont perçues comme n'ayant pas vraiment de vision d'avenir de la Genève internationale. Elles se consacrent avant tout à gérer ce qui est, dans un contexte où elles sont extraordinairement sensibles à la compétition des autres villes, dont on a l'impression qu'elle est parfois exagérée. La priorité des autorités est donc de préserver les acquis, de faire valoir ce qui existe, de mettre en valeur le potentiel de synergie entre les institutions qui sont à Genève – un argument majeur – et d'éviter toute migration vers New York ou d'autres villes. Le cas récent du Conseil des Droits de l'homme en est un bon exemple.
Des autorités sur la défensive	Quand il s'agit du développement de la Genève internationale, quand il s'agit de la penser autrement, plus ambitieuse, davantage la capitale globale dont certains pensent qu'elle en a le potentiel, les autorités prennent peur. Elles n'imaginent pas l'Assemblée Générale se déplacer à Genève, alors que Vienne construit pour l'attirer. Elles ont peur des implications financières qui sont réelles, pèsent d'un poids très lourd et limitent les ambitions que la Confédération a souvent. Elles sont donc sur la défensive et ne sont pas prêtes à une attitude proactive, ni à prendre les initiatives que beaucoup attendent de la Suisse en ce qui concerne la Genève internationale. Cela se comprend quand on sait qu'elles doivent souvent faire face à une accumulation de demandes dont la somme dépasse leur capacité et les moyens dont elles disposent.
L'indifférence des genevois	Autre problème, la Genève internationale, sise sur la rive droite - n'est politiquement pas soutenue, ni porteuse. Le citoyen genevois y est indifférent, d'une indifférence qui se traduit souvent par une qualité d'accueil susceptible de devenir meilleure. Cette indifférence a pour source, entre autres, une grande ignorance de ce qu'est la Genève internationale. Elle est fruit d'un très grand déficit de communication et d'information. La Genève internationale n'est pas portée par un grand élan local, cantonal et régional. La société locale ne s'y intéresse guère et n'a guère conscience que son mode de vie, sa prospérité, les avantages dont elle jouit, en dépendent. La Genève internationale – dont on a l'image qu'elle est comme peuplée de mandarins cloîtrés dans leurs palais - est perçue comme ne s'interrogeant guère sur l'autre Genève, celle de la rive gauche. Genève est fragmentée. Ses parties ne se touchent pas et s'ignorent.
Berne et la Genève internationale	Dans ces conditions, comment voudrait-on que la Genève internationale soit portée au niveau national ? Rien d'étonnant que Berne et la Suisse ne soient pas toujours convaincues de l'importance de la Genève internationale et que les financements en soient questionnés.

La responsabilité du politique	<p>La responsabilité de susciter cet élan appartient en grande partie au politique. Et ce politique est divisé, à Genève pour commencer. Les autorités de la Ville et celles du Canton s'ignorent quand, encore elles ne pratiquent pas des politiques parallèles, contradictoires ou conflictuelles. A Berne, Genève ne parle pas d'une seule voix, au contraire, par exemple, d'un canton comme Fribourg. Elle projette aussi l'image d'une Ville et d'un Canton avec lesquels il est difficile de travailler, et quand on leur « veut du bien », ne se montrent guère coopératifs. La communication passe mal. La collaboration est difficile.</p> <p>Le constat est sévère. Un bel exemple de dysfonctionnement du fédéralisme, qui s'ajoute à d'autres dysfonctionnements.</p>
Des changements s'esquissent	<p>Une prise de conscience s'esquisse. La désignation d'un délégué à la Genève internationale, la mise en place d'une délégation du Conseil d'Etat à la Genève internationale composée de quatre Conseillers d'Etat, et enfin la création d'une Commission consultative de la Genève internationale en sont les signes, une sorte de frémissement. Une des sources de cet intérêt nouveau, - le droit de vote octroyé aux étrangers - est susceptible de changer la donne politique locale.</p> <p>Ces développements récents au niveau du Canton ne constituent qu'une première étape d'une nouvelle approche dont la nécessité était devenue patente et dont la réactivation du Groupe de travail conjoint Canton-Confédération est aussi une manifestation.</p>
Mobiliser chacun	<p>D'autres développements devraient suivre. Ce n'est pas le seul Canton qui doit se mobiliser et avec lui la Confédération. C'est toute la région, au-delà des frontières du Canton, la région lémanique, la France voisine, l'Ain et la Haute-Savoie qui sont déjà terre d'accueil de la Genève internationale, participent de son rayonnement et par ailleurs subiraient de plein fouet les effets d'une crise de la Genève internationale.</p>
La Ville et les communes, parties prenantes	<p>Il a été remarqué combien certains législatifs et exécutifs communaux aspirent à jouer un rôle en « relations internationales », rôle joué de temps à autre d'une manière qui « dérange ». Les communes constituent cependant souvent des relais de proximité vers le citoyen dont on recherche l'adhésion à la Genève internationale. Elles doivent assumer aussi des responsabilités d'accueil, d'intégration et de soutien aux organisations internationales dont elles oublient parfois qu'elles en bénéficient très directement. D'où l'importance qu'il y a à les associer et, particulièrement celle de Genève, à l'effort mobilisateur et aux décisions.</p>

## Recommandations

### **Confédération, Canton, Ville, la nécessité de la concertation**

Les recommandations qui suivent sont destinées à un ensemble d'acteurs, en tout premier le Canton, la Confédération, et la Ville, à chacun desquels incombe une part de responsabilité de créer les conditions pour que Genève puisse continuer de jouer le rôle central qu'elle joue dans la gouvernance d'un monde en transformation et transformé. Très souvent, cette responsabilité doit être partagée et ne peut être assumée qu'en étroite concertation pour laquelle il s'agit de mettre en place des mécanismes ou de les renforcer ; une concertation qui suppose aussi l'instauration de relations et d'une communication de qualité.

### La responsabilité partagée des organisations internationales

La responsabilité de la Genève internationale et son développement ne saurait reposer sur les seules épaules des autorités suisses et genevoises. Les organisations internationales – pour ne pas parler de leurs membres – doivent aussi en assumer leur part dans le cadre d'un effort conjoint et structuré. A cet effet, elles doivent être ensemble et au plus haut niveau – c'est à dire des Chefs d'agences – associées à l'effort de concertation qui s'impose.

### Un rôle pour le secteur privé

Autre partenaire clef qu'il s'agit d'associer, le secteur privé, qui a aussi un rôle moteur à jouer, dont il faut attendre qu'il prenne des initiatives et s'engage toujours plus dans des partenariats publics-privés.

### Une concertation qui doit s'étendre à toute la région lémanique

La Genève internationale ne s'arrêtant pas aux frontières du Canton, étant toujours plus régionale et lémanique, cette concertation doit s'étendre à la région, au Canton de Vaud, à la France voisine, à la France, avec entre autres pour objet de structurer l'espace transfrontalier.

### **Imaginer une Genève nouvelle, très différente et s'y préparer**

Pour répondre à un monde en transformation, la Genève internationale est appelée à changer. Elle est déjà en train de le faire. Ce changement ne sera pas le seul fait de l'ONU et des réformes par lesquelles l'Organisation va passer, mais s'étend bien au-delà. De nouvelles institutions sont en train d'émerger, de nouvelles manières de faire, de nouveaux processus. Le poids des grands acteurs, leur importance respective se modifient. La Genève internationale sera bien moins qu'aujourd'hui la Genève des organisations internationales et des missions diplomatiques. Elle sera une Genève d'organisations intergouvernementales, de coalitions, de fonds, de réseaux, se créant, se défaisant, permanents, temporaires et au sein desquels coopèrent les Etats, les organisations internationales, le secteur privé, - souvent les grandes compagnies elles-mêmes -, la société civile, et puis aussi les villes et les régions. Elle sera une Genève dans laquelle les initiatives viendront de toute part.

### Un changement de

Le monde qui vient est un monde très différent qui exige qu'on

modèle mental pense différemment, et qu'on change de modèles mentaux. Le concept d'international n'est plus le même. Institutions, gouvernements, conférence sont des notions d'hier qui vont en partie demeurer, mais dans un contexte de réseau et de systèmes à géométrie variable d'une grande fluidité, où vont se heurter sans cesse permanence et changement, la continuité et l'éphémère.

L'impératif d'être global et multi-problématique Les problèmes d'aujourd'hui sont toujours plus des problèmes complexes à dimension systémique et transorganisationnelle, qui exigent bien davantage de concertations et de coordination qu'auparavant. La concentration à Genève d'un ensemble d'organisations assumant la responsabilité de traiter des problèmes les plus divers est un atout qu'il faut non seulement préserver, mais renforcer en faisant de Genève, par excellence, la ville de la globalité des thématiques traitées.

**Anticiper, faciliter, être proactif** Cette Genève dont des signes montrent qu'elle est en train d'émerger, les Autorités doivent en anticiper la mise en place, la faciliter, l'accompagner de manière proactive. La Confédération a, à cet égard, une responsabilité première. Mais elle ne pourra l'assumer qu'en étroite coopération et en toute intelligence avec le Canton et la Ville, et un ensemble d'autres instances du bassin lémanique.

On attend de la Confédération qu'elle prenne des initiatives, lance des projets, invite, s'informe, soit à l'avant garde de cet effort qui fasse de Genève le lieu où demain se pense et se construit, un lieu où du monde entier, par petits groupes on vient pour identifier et débattre de politiques et stratégies, et où ces réseaux *ad hoc* sont au bénéfice des meilleures conditions pour travailler, petits groupes et réseaux qu'il s'agit d'attirer.

**Assurer l'ancrage de la Genève internationale dans la population** La Genève internationale doit être comprise et acceptée par sa population. Il s'agit là d'une toute première priorité, à laquelle il convient de s'attaquer au travers d'un effort de communication majeur, qui doit s'étendre non seulement à Genève, ville et Canton, mais à toute la région.

Un effort de communication permanent C'est plus qu'un effort de communication qui est nécessaire. Il faut une stratégie dont l'objet est plus que de faire comprendre la Genève internationale. Un réel « *ownership* », une appropriation doivent être suscités. Ce processus de longue haleine passe par l'école, les médias, les quartiers, la culture, le mouvement associatif, les entreprises, le monde bancaire, l'université, les *Think tanks* et la Genève internationale –organisations et missions - elle-même, qui tous doivent être associés. C'est à tous de prendre des initiatives qu'il faut encourager et soutenir. Il s'agit de construire des ponts entre toutes les composantes de la Cité, mettre en valeur cette mosaïque d'une extraordinaire richesse culturelle et humaine qu'est Genève, non pas à travers quelques événements occasionnels, mais d'une manière permanente et durable. Le défi

est de redonner aux Genevois de longue et de fraîche date une identité commune dont une des composantes est la Genève internationale. Le défi est aussi de donner à la Genève internationale une légitimité qui puisse s'exprimer par les urnes.

Un ancrage dans les jeunes générations

L'ancrage auquel il faut procéder est en particulier un ancrage dans la jeune génération, celle qui est la mieux à même de comprendre la transformation de la Genève internationale dans un univers de système et de réseau, où le virtuel a une grande place, mais où la dimension humaine et l'humanité en a pris aussi une très grande, une génération qui plus naturellement pense global, et qui plus naturellement participera de cette transformation.

Assurer partout la présence de Genève. Un bureau à Bruxelles ?

L'effort de communication ne doit pas se limiter à l'arc lémanique, mais s'étendre au delà, par cercles concentriques, à la Suisse, à l'Europe - la Genève internationale est aussi un projet européen, - et à l'ensemble de la planète, en se rappelant de l'importance que les pays du Sud lui accordent. A cet égard, il importe que Genève ait une présence à Berne, en Suisse, en Suisse alémanique, au Tessin ; et aussi à Bruxelles et dans d'autres capitales où il importe d'exister. Une présence physique parfois, mais aussi virtuelle, permanente, permettant de projeter une image d'une Genève dynamique et tournée vers le futur. Genève a la chance qu'on parle constamment d'elle. C'est une chance qu'il faut saisir et sur laquelle il faut capitaliser.

La présence, une responsabilité politique

Cette présence de Genève constitue une des responsabilités premières du politique, et à Berne en particulier, des Conseillers aux Etats et Conseillers nationaux.

Assurer une dimension européenne

Genève et la Suisse seules ne sont pas en mesure de porter cette Genève internationale dont la communauté internationale a le besoin. La Genève internationale a une dimension européenne et doit s'appuyer sur l'Europe, sans à aucun moment perdre la dimension universelle, « au dessus de la mêlée », indépendante et impartiale, qui doit être la sienne et lui confère son caractère unique. Dans cette perspective, la France constitue un partenaire important.

Projeter une image d'une capitale du multilatéralisme

La Genève de demain ne devrait plus être seulement perçue comme étant la ville de l'humanitaire, mais projeter une image d'une ville de dialogue, de concertation et de coopération, capitale du multilatéralisme, oeuvrant à la mise en place d'une globalisation frappée au sceau de l'équité.

**Développer les conditions-cadre matérielles**

L'importance des conditions-cadre a souvent été relevée et toute série de recommandations ne saurait en faire l'économie. Ces conditions-cadre sont tout d'abord matérielles: immeubles pour les organisations, logements, infrastructures de toutes sortes, transport, circulation, parking, télécommunication, santé, enseignement et recherches, culture, sécurité, coût de la main

d'œuvre, structure de l'espace transcantonal et transfrontalier, capacité d'accueillir de grandes conférences, en particulier sur le plan hôtelier. Canton et Ville, et la Confédération un gigantesque défi qu'il leurs faut affronter ensemble. Les assurer est lourd d'exigences, entre autres financières. Leurs coûts souvent tracent les limites entre ce qui est réalisable et ce qui ne l'est pas. L'effort consenti est déjà grand. L'importance de ce défi est tel qu'il ne faut pas craindre de s'interroger sur comment y associer la région, la France et l'Europe. Le CERN est de ce point de vue susceptible d'offrir des pistes.

Offrir certaines de ces conditions-cadre ne va pas toujours de soi. Ainsi en matière de sécurité de la Genève internationale, il s'agit de trouver un équilibre qui n'affecte pas la population locale.

Les conditions d'accueil non matérielles

Ces conditions-cadre ne sont pas seulement matérielles. Elles touchent à tout un ensemble de conditions d'accueil d'ordre administratif, juridique et bureaucratique ou encore qui relèvent de l'accueil et de l'intégration de celui qui s'installe à Genève et dans sa région ou qui n'y fait que passer, intégration des personnes, des familles, des communautés culturelles et nationales, et des institutions.

Des conditions-cadre pour demain

Dans cette perspective, il s'agit de penser aux conditions-cadre nécessaires pour accompagner l'émergence d'une nouvelle Genève internationale, conditions d'accueil d'une société civile appelée à jouer un rôle différent, de grandes entreprises recherchant une présence ; conditions-cadre aussi pour permettre la création et l'installation de toute une série d'institutions à caractère nouveau, hybrides, tels que coalitions, fonds ou réseaux, pour lesquels il n'est pas toujours certain qu'il existe des formes juridiques appropriées et dont il faut se demander si ces formes juridiques sont réellement nécessaires.

Accueillir les Etats qui ne sont pas encore présents

Autre défi, auquel la Confédération travaille, permettre l'accueil et mettre à disposition des conditions de travail adéquates permettant aux dizaines d'Etats qui n'ont pas de mission à Genève, - alors qu'ils en ont une à New York, - de participer à la vie internationale de Genève dans des conditions qui soient meilleures qu'aujourd'hui. Un projet avait été lancé d'une Maison des Nations, aujourd'hui oublié, dont on pourrait s'inspirer. Dans le même ordre d'idée, il serait utile d'examiner dans quelle mesure les règles en matière de double accréditation à Berne et Genève ne pourraient pas être assouplies.

**Réinventer Genève**

La Genève internationale ne se développera et ne s'épanouira que dans le contexte d'une Genève dynamique, qui pourrait beaucoup gagner à se réinventer, à la manière de villes comme New York ou Londres, ou de Barcelone et Valence. Les processus par lesquelles New York et Londres se sont réinventées méritent d'être étudiés, adaptés et mis en œuvre. Comme à New York, on peut imaginer que

l'initiative de cette réinvention vienne du secteur privé qui a tout à gagner d'une Genève dynamique et prospère.

Redynamiser par les grands projets, l'architecture et l'urbanisme

Dans le même esprit, l'importance prise par l'architecture et l'urbanisme dans des villes comme Bilbao ou Valence doit être soulignée. Des projets comme ceux du Jardin des Nations ou de la Maison de la Paix, à l'architecture résolument novatrice, à l'image du bâtiment de l'Organisation météorologique mondiale ou du Musée Guggenheim à Bilbao, pourraient permettre de concrétiser et de projeter le renouveau de Genève. On peut imaginer en cette période de restriction budgétaire que certains de ces projets pourraient être le fruit d'un partenariat public-privé, ainsi la Maison de la Paix sous la forme d'une Fondation qui la construirait et en assumerait le financement.

## Conclusions

Le potentiel de Genève

Le monde est confronté à de très grands défis et à des transformations d'une ampleur dépassant tout ce à quoi il a fait face jusqu'ici. Il a besoin de nouveaux modes de gouvernance. Il lui faut une ou quelques villes où cette nouvelle gouvernance du monde se développe et soit ancrée, un ou quelques lieux où se rencontrer, partager, réfléchir ensemble, innover, créer, négocier, décider ; et d'où partent les grandes impulsions qui sont à la source de l'action commune et globale, et en accompagnent l'exécution sur le terrain. C'est à Genève que cette nouvelle gouvernance du monde est en partie en train d'émerger.

La nécessité d'un engagement proactif concerté

Genève a le potentiel d'être cette ville – ou de ces rares villes - dont le monde a besoin, pour autant que les conditions-cadre matérielles et immatérielles soient remplies, pour autant aussi qu'un engagement proactif concerté des principaux partenaires se matérialise. Car un potentiel ne vaut que s'il se transforme en du tangible. Pour la communauté internationale, peu importe que cette ville – ou une de ces villes – clef soit Genève. L'essentiel est qu'il y en ait une ou quelques-unes.

Les délais sont courts, quelques années au plus

Genève est pour l'heure bien placée. Mais dans un monde qui se transforme, un monde de grande compétition, « pour l'heure » n'est pas éternel et pourrait ne pas durer.





**Annexe no 1****LE TEMPS**  
QUOTIDIEN SUISSE EDITE A GENEVE

## Genève, pôle mondial de la santé

**Samuel Gardaz****Genève, 23 mai 2005**

*Plus que les droits de l'homme ou l'humanitaire, la santé est devenue le fleuron de la Genève internationale. Depuis dix ans, l'Organisation mondiale de la santé a attiré autour d'elle quantité de partenaires. Raison de cette mutation: l'importance prise par la santé sur l'agenda international.*

Harvey Bale est le directeur général de la Fédération internationale des fabricants et associations pharmaceutiques (IFPMA), installée à Genève depuis 1968. Autant dire un homme qui compte dans le domaine de la santé mondiale. Lorsqu'il a pris ses fonctions en 1997, il se souvient qu'un influent magazine professionnel anglo-saxon consacré aux questions pharmaceutiques et médicales, Scrip, s'était fendu d'un éditorial appelant l'IFPMA à quitter Genève au motif que la place, malgré la présence historique du siège de l'Organisation mondiale de la santé (OMS, créé en 1948) n'offrait strictement plus aucun intérêt. «Non seulement j'ai ignoré cet appel, raconte Harvey Bale, mais je mesure aujourd'hui combien il aurait été absurde de déménager nos bureaux à Washington, Paris ou Londres.»

Depuis la fin des années 90, et sur un rythme soutenu ces dernières années, un nombre considérable d'acteurs déterminants dans le domaine de la santé mondiale sont venus s'installer à Genève: fondations privées, programmes de recherche ou de développement en partenariat avec l'organisation onusienne, associations professionnelles, etc. Tous sont motivés par le souci de se rapprocher de l'OMS, et parce que l'effet de «masse critique» atteint aujourd'hui produit un effet d'entraînement qui rend incontournable de s'établir là où se prennent les décisions au plus haut niveau dans le domaine. Rien d'étonnant à ce qu'un personnage comme Bill Gates soit venu la semaine dernière annoncer en ouverture de la session annuelle de l'OMS sa nouvelle contribution financière de 250 millions de dollars à des programmes de santé.

Deux exemples récents illustrent la montée en puissance de cette Genève internationale version pôle de la santé mondiale et l'importance politique et stratégique de ceux qui la font. L'homme qui pourrait prendre très bientôt la tête d'un super comité chapeautant le Fonds global de lutte contre le sida, la tuberculose et la malaria, une fondation privée créée et installée à Genève en 2002, n'est autre que l'américain Randall Tobias, actuel responsable du programme de lutte contre le sida de l'administration Bush. Cet ancien dirigeant du groupe pharmaceutique Eli Lilly avait précédemment été pressenti pour prendre la tête de la Banque mondiale. L'autre exemple concerne l'arrivée prochaine à Genève du Vaccin Fund, le bras financier d'une autre fondation établie sur les bords du lac en 2000, l'Alliance globale pour la vaccination et l'immunisation (GAVI). Le Vaccin Fund est aujourd'hui basé à Lyon et à Washington, d'où il gère une manne chiffrée en milliards de dollars,

notamment grâce à des fonds provenant de la fondation Bill & Melinda Gates. Son conseil d'administration a pris fin 2004 la décision de rejoindre Genève courant 2005 «aussi bien pour se rapprocher de ses partenaires traditionnels – OMS, UNICEF, missions diplomatiques, etc. – que pour des questions de meilleures synergies internes au groupe», explique son directeur, Jean-Pierre Le Calvez. «Cela correspond à la phase 2 de la montée en puissance du GAVI», précise-t-il.

Le Vaccin Fund rejoindra toute une myriade d'autres acteurs qui, en moins de dix ans, ont transformé la physionomie de la Genève internationale sur fond de déclin relatif de sa dimension droits de l'homme et humanitaire (lire liste non exhaustive ci-dessous). Dans ce tableau, l'OMS est passé du statut d'acteur quasi unique qu'il pouvait être dans les années 90 à celui d'élément central d'un ensemble qui s'est considérablement étoffé. Plusieurs raisons à cette mutation.

Tout d'abord, la lente émergence sur la scène internationale, au cours de la décennie écoulée, de la santé comme enjeu global. «Jusqu'alors, le système onusien avait longtemps été dominé par les thèmes liés à la guerre froide: la paix, le désarmement», remarque Harvey Bale. Signes de ce changement: la déclaration du Millénaire des Nations unies, en septembre 2000, qui a consacré une place très importante aux questions de santé. Ou encore le prochain G8 sous présidence britannique, qui confirmera cette nouvelle tendance.

Dans ce contexte, l'OMS a elle-même beaucoup évolué. A la décharge de Scrip, qui invitait l'IFPMA à quitter Genève, l'institution était alors en pleine crise de crédibilité. Le règne de dix ans de son directeur de cette époque, le japonais Hiroshi Nakajima, avait entre autres été marqué par la création, en 1996, du programme ONUSIDA. La mise sur pied de ce programme inter- agences sous tutelle onusienne directe, basé à Genève, a pu être perçue à l'époque comme le signe que l'OMS n'était pas à la hauteur de ses responsabilités. «En réalité, explique un cadre de l'organisation, la crise allait bien au-delà de la seule personne de son directeur. La création d'ONUSIDA illustre le fait que l'OMS avait une approche trop sectorielle des questions de santé et que certains problèmes nécessitaient le développement de partenariats avec des acteurs privés.»

L'entrée en scène des acteurs privés, au premier rang desquels la fondation Gates, créée en 1994, a largement contribué à la mutation de la place genevoise. A la fin des années 90, sous l'impulsion de la norvégienne Gro Harlem Brundtland, successeur de Nakajima à la tête de l'OMS, les partenariats public-privé se sont en effet multipliés et, pour une bonne part, se sont logiquement installés à Genève ou en France voisine, ce «Grand Genève». L'un des premiers du genre fut le Medicines for Malaria Venture (MMV), une fondation basée dans le canton et dont l'objectif vise à «découvrir, développer et diffuser de nouveaux et bon marché médicaments contre le paludisme». Autre exemple, le Projet Vaccins Méningite de Path-Europe, créé en 2001 grâce en partie à des fonds Gates et installé à Ferney-Voltaire pour les mêmes raisons. «Tout en perdant son exclusivité, l'OMS a évolué pour devenir plus importante qu'avant, estime Paul Libiszowski, l'un des responsables du Projet Vaccins Méningite. Outre qu'elle demeure ce partenaire d'office, ce point de référence incontestable, elle introduit une logique de marché qui suscite une émulation parmi ses partenaires. Au final, c'est le système dans son ensemble qui s'en trouve enrichi.»

## «L'OMS ne pouvait plus agir seule»

Propos recueillis par S.G.

*Stephen Matlin, directeur exécutif de Global Forum for Health Research, fondation créée en 1998 et basée à Genève, explique les mutations de la place genevoise.*

**Le Temps:** *Comment analysez-vous la montée en puissance de Genève comme pôle de la santé mondiale?*

**Stephen Matlin:** Elle s'explique par un phénomène plus global: on assiste depuis quelques années au repositionnement de la santé comme droit fondamental; au retour, en quelque sorte, à ce qui était l'un des éléments essentiels de la charte de l'Organisation mondiale de la santé, lors de sa création en 1948. Jusqu'à il y a quelques années, toute l'attention se focalisait sur le développement économique, dont on pensait qu'il était la condition suffisante à des progrès dans le domaine de la santé. L'idée largement répandue était que celle-ci s'améliorerait d'elle-même si les indicateurs macroéconomiques étaient bons. Or on a fini par se rendre compte que les progrès en matière de santé étaient en réalité la condition au développement socio-économique, et que ces facteurs macroéconomiques, loin de réduire le fossé, pouvaient même, au contraire, accentuer les inégalités en matière de santé.

– *D'où cette multiplication de partenariats entre le public et le privé?*

– Oui, l'OMS a accompli une œuvre considérable depuis sa création, notamment en matière d'élaboration de normes. Elle a su s'adapter aux circonstances et a montré son efficacité dernièrement lors des épidémies de SRAS ou lors du tsunami. Mais il est clair qu'elle ne pouvait plus agir seule. Son budget demeure inexorablement limité et certains types de défis, comme le sida, à la fois médicaux et sociaux, nécessitent la mise en œuvre de réponses plus complexes, impliquant de nouveaux acteurs, là où l'action de l'OMS demeure entravée par sa nature même d'organisation intergouvernementale. C'est dans ce contexte que notre fondation a elle-même été créée en 1998 et s'est naturellement implantée à Genève.

– *En quoi cette nouvelle architecture mêlant public et privé est-elle plus efficace?*

– Face à des besoins sanitaires en constante évolution, l'intérêt est de disposer d'une structure flexible, qui permette la mise sur pied rapide d'alliances ou de partenariats ad hoc. En ce sens, la structure actuelle est un gros progrès.

– *Quelle place occupe votre fondation dans ce dispositif?*

– Notre message consiste à rappeler que la recherche en santé n'est pas un luxe réservé à quelques-uns, et notre mission consiste à faire en sorte de réduire le fossé évoqué précédemment. Comment? Non seulement en identifiant les problèmes sanitaires émergents et en attirant l'attention à leur sujet, comme le ferait une ONG défendant les droits de l'homme, mais en développant des solutions opérationnelles pour que la recherche scientifique les prenne en compte.

– *Des exemples?*

– On constate par exemple que dans les pays en développement, les maladies infectieuses sont maintenant concurrencées par d'autres pathologies comme les maladies cardio-vasculaires. Voilà typiquement une évolution qui doit non seulement être identifiée, mais également prise en compte par des systèmes de santé nationaux qui n'y sont pas forcément préparés.

---

## Des acteurs nombreux

Liste (non exhaustive) des principaux acteurs en matière de santé mondiale établis à Genève ou en France voisine.

- Organisation mondiale de la santé (OMS), 1948, Genève
- International federation of pharmaceutical manufacturers & Associations, 1968, Genève
- Association médicale mondiale (AMM), 1974, Ferney-Voltaire
- ONUSIDA, 1996, Genève
- Global Forum for Health research, 1998, Genève
- Medicines for Malaria Ventures (MMV), 1998, Genève
- Campagne de MSF pour l'accès aux médicaments essentiels, 1999, Genève
- Alliance globale pour la vaccination et l'immunisation (GAVI), janvier 2000, Genève,
- Projet vaccins-méningite, Path-Europe, 2001, Ferney-Voltaire
- Fonds mondial de lutte contre le sida, la tuberculose et le paludisme, 2002, Genève
- Fédération dentaire internationale, 2002, Ferney-Voltaire
- Fédération internationale des hôpitaux, 2002, Ferney-Voltaire
- Réseau de métrologie sanitaire, mai 2005, Genève
- Vaccin Fund, bras financier du GAVI, courant 2005

---

## Une occasion presque tombée du ciel

*Les autorités soutiennent ce pôle en croissance, mais n'en sont pas le moteur.*

L'implantation massive d'acteurs de la santé à Genève ces dernières années ne doit rien à de quelconques facilités administratives ou fiscales de la part des autorités du canton. Bien au contraire, et à elle seule, la proximité de l'OMS a eu raison des obstacles que constituent la pénurie de logement ou la législation en matière d'embauche. La place genevoise s'est imposée d'elle-même par un effet d'entraînement quasi automatique.

Selon les personnes concernées, le canton profite à plein de son rôle géographique central, à mi-chemin entre les Etats-Unis, l'Afrique ou l'Asie. La Suisse dispose même d'un avantage comparatif accru depuis les attentats du 11 septembre 2001, qui ont entraîné un durcissement des procédures d'octroi des visas pour les ressortissants de nombreux pays. Rien de ce genre à Genève. Du coup, comme l'explique Purnima Mane, directeur du département Mobilisation sociale et Information du programme ONUSIDA, «chacun profite de la réunion des autres organisations pour agender les siennes. En ce qui nous concerne, nous profitons de l'actuelle session annuelle de l'OMS, à laquelle assistent un certain nombre de nos partenaires, pour avoir nos propres réunions. C'est un gain de temps et de coûts considérable.» Bref, l'effet «masse critique» loué par tous joue à plein.

---

Paradoxalement, on ne trouvait nulle trace jusqu'à une date très récente d'une stratégie élaborée par le canton de Genève pour accélérer, si ce n'est susciter ce mouvement d'ensemble. Ce n'est qu'en décembre dernier qu'une loi «sur les relations et le développement de la Genève internationale» a été adoptée par le Conseil d'Etat. Elle prévoit notamment la création d'un poste de «délégué aux relations de la Genève internationale» – aujourd'hui Laurent Walpen – et la mise sur pied d'un «groupe interdépartemental aux affaires internationales».

Le rôle des pouvoirs publics n'en a pas moins été déterminant dans certains cas. Ainsi, la Fondation des immeubles pour les organisations internationales (FIPOI, mixte Etat de Genève-Confédération), prend à sa charge une partie du loyer des locaux d'ONUSIDA, depuis la création du programme en 1996.

S.G.

© Le Temps. Droits de reproduction et de diffusion réservés. [www.letemps.ch](http://www.letemps.ch)



LA GENEVE INTERNATIONALE DE DEMAIN  
*PRIORITÉS DANS UN MONDE QUI CHANGE*

*TABLE-RONDE À HAUT NIVEAU  
GENÈVE, 5-6 SEPTEMBRE 2005*

## LISTE DES PARTICIPANTS

(tous les participants ont pris part à la réunion à titre personnel)

<b>Christopher Bunting</b>	Secrétaire général, International Risk Governance Council
<b>Maria Cattai Livanos</b>	Ancienne Secrétaire générale de la Chambre de commerce internationale (CCI)
<b>Xavier Comtesse</b>	Vice-Directeur, Avenir Suisse
<b>Ged Davis</b>	Directeur, Centre for Strategic Insight, World Economic Forum (WEF)
<b>Nick Drager</b>	Conseiller principal, Département de l'éthique, commerce, droits de l'homme et législation, direction du développement durable et milieux favorables à la santé, Organisation mondiale de la santé (OMS)
<b>Jean F. Freymond</b>	Directeur du Centre d'études pratiques de la négociation internationale (CASIN)
<b>Blaise Godet</b>	Ambassadeur, Représentant permanent de la Suisse, Genève
<b>Blanca Heredia</b>	Doyen du College of Arts and Science, American University of Paris
<b>Tony Hill</b>	Coordinateur, UN Non-Governmental Liaison Service, UN, Genève
<b>Joe Ingram</b>	Représentant spécial de la Banque mondiale auprès des Nations unies et de l'OMC, Genève
<b>Joëlle Kuntz</b>	Le Temps, Genève
<b>Ulrich Lehner</b>	Ambassadeur, Chef de la Division Nations Unies, Département fédéral des affaires étrangères
<b>Paulo Pinheiro</b>	Professeur, Rapporteur spécial de la Commission

	des droits de l'homme sur la situation au Myanmar
<b>Daniel Stauffacher</b>	Ambassadeur, Délégué du Conseil fédéral au Sommet mondial de l'information
<b>François Rivasseau</b>	Ambassadeur, Représentant permanent de la France à la Conférence du Désarmement, Genève
<b>José Romero</b>	Chef du secteur climat, Division Affaires internationales, Office fédéral de l'environnement, des forêts et du paysage
<b>Michael Steiner</b>	Ambassadeur, Représentant permanent de l'Allemagne, Genève
<b>Manuela Tortora</b>	Chef de la Coopération technique, CNUCED
<b>Abdulqawi A. Yusuf</b>	Conseiller juridique, Directeur de l'Office des normes internationales et des affaires juridiques, UNESCO
<u>Observateurs</u>	
<b>Ximena Escobar</b>	Directrice adjointe et Conseillère économique principale du Centre d'études pratiques de la négociation internationale (CASIN)
<b>Jean-Pierre Hocké</b>	Vice-président, CASIN et ancien Haut Commissaire des Nations Unies aux réfugiés
<u>Rapporteur</u>	
<b>Victor-Yves Ghebali</b>	Professeur, Institut universitaire de hautes études internationales (HEI)
<b>Sophie Huber</b>	Chargée de recherche et de formation, CASIN
<b>Samuel Gardaz</b>	Le Temps
<u>Invités</u>	
<b>Martine Brunschwig Graf</b>	Présidente du Conseil d'Etat de la République et Canton de Genève
<b>Laurent Walpen</b>	Délégué aux relations de la Genève internationale